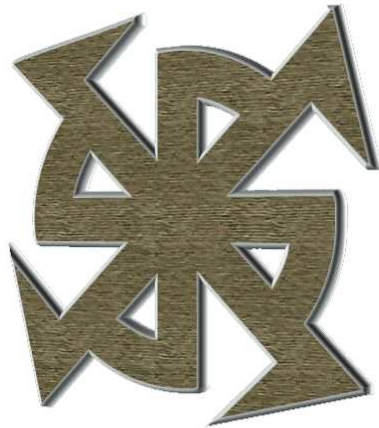


Parti National Socialiste Français

<http://www.aime-et-sers.com>



Discours prononcé par ADOLF HITLER

Le 11 décembre 1941

Devant le Reichstag.



LES
RESPONSABILITÉS
DE
ROOSEVELT

Discours prononcé par
ADOLF HITLER
le 11 Décembre 1941,
devant le Reichstag.

DÉPUTÉS, HOMMES DU REICHSTAG ALLEMAND !

Une année remplie d'événements uniques dans l'histoire mondiale s'achève, une année de décisions capitales va s'ouvrir. En cette heure grave, je m'adresse à vous, députés du Reichstag, qui représentez ici la nation allemande. Mais le peuple allemand tout entier devra écouter mes paroles, prendre connaissance de cet aperçu et des décisions que nous imposent le présent et l'avenir. Après que mon offre de paix de 1940 eut été repoussée une fois de plus par le premier ministre britannique d'alors ou par la clique qui le soutenait ou le dominait, il était devenu évident que cette guerre devait être menée jusqu'au bout, avec les armes, contre toute raison et toute nécessité. Vous me connaissez, mes chers camarades du parti, vous savez que j'ai toujours été ennemi des demi-solutions et des solutions de faiblesse. Puisque la Providence a voulu que le peuple allemand traversât cette épreuve, je lui suis reconnaissant de m'avoir désigné pour conduire cette lutte historique qui, dans les cinq ou dix siècles à venir, déterminera non seulement l'histoire de l'Allemagne, mais encore celle de l'Europe et même du monde entier.

CETTE GUERRE DOIT ÊTRE MENÉE JUSQU'AU BOUT

Le peuple allemand et ses soldats ne travaillent et ne combattent pas seulement pour leur époque, mais aussi pour les générations futures et leurs descendants les plus lointains. Le Créateur nous a chargés d'une révision historique de la plus grande portée, que nous avons désormais le devoir d'accomplir. L'armistice que nous avons eu la possibilité de conclure à l'ouest peu après l'achèvement de la campagne de Norvège a obligé tout d'abord les chefs de l'Allemagne à assurer militairement les territoires d'importance politique, stratégique et économique conquis. Le potentiel de résistance de ces pays a changé depuis leur conquête. Une ceinture de points d'appui et de fortifications gigantesques descend de Kirkènes à la frontière espagnole. D'innombrables aérodromes ont été construits, et souvent, comme à l'extrême nord, creusés à la dynamite en plein granit. Les bases navales ont été dotées de dispositifs de protection pour sous-marins, d'une envergure et d'une force telles qu'elles sont pratiquement invulnérables aux attaques par mer comme aux attaques aériennes. La défense à proprement parler est assurée par plus d'un millier et demi de nouvelles batteries dont il a fallu reconnaître, déter-

miner et construire les emplacements. Nous avons établi un réseau de routes et de voies ferrées qui assure et rend indépendantes de la mer les communications depuis la frontière espagnole jusqu'à Petsamo. Le génie, les bataillons de construction de la marine, de l'armée de terre et de l'aviation, collaborant avec l'organisation Todt, ont créé des installations qui ne le cèdent en rien à la ligne Siegfried. Leur renforcement est poursuivi sans relâche. C'est ma décision inébranlable de rendre ce front européen inattaquable pour quelque ennemi que ce soit. Ce travail de caractère défensif, poursuivi encore pendant tout l'hiver dernier, a été complété par une conduite de guerre offensive, selon que le permettaient les saisons. La flotte de surface et la flotte sous-marine allemandes ont constamment poursuivi leur œuvre de destruction contre la flotte de guerre et la marine marchande britanniques, ainsi que contre les bateaux naviguant à leur compte. L'aviation allemande a accru, par ses vols de reconnaissance et d'attaque, les dommages causés au tonnage ennemi et, par ses nombreux vols de représailles, elle a su montrer aux Anglais ce que c'est que cette « guerre charmante », dont l'auteur est, en premier lieu, leur actuel premier ministre.

L'AIDE EFFICACE DE L'ITALIE

Au milieu de l'année passée, l'Allemagne a été soutenue dans cette lutte par son allié italien. Le fardeau d'une grande partie de la puissance britannique a pesé pendant des mois sur les épaules de l'État italien, notre allié. Seule, l'énorme supériorité des Anglais en chars blindés lourds leur avait permis de provoquer une crise éphémère en Afrique du Nord. Mais dès le 24 mars de l'année passée, les troupes germano-italiennes commencèrent, malgré leur petit nombre, à passer à l'attaque en commun sous la conduite du général Rommel.

Le 2 avril Agedabia tomba. Le 4, Benghazi fut atteint. Le 8, nos formations communes entrèrent à Derna, le 11, Tobrouk fut encerclé et, le 12 avril, Bardia fut occupé. Le corps africain allemand a accompli des performances d'autant plus remarquables que ce théâtre de guerre était, ne fût-ce que par son climat, tout à fait anormal et inaccoutumé pour les Allemands. En Afrique du Nord maintenant, tout comme jadis en Espagne, Allemands et Italiens ont toujours affronté ensemble le même ennemi. Tandis que, par cette mesure audacieuse, le front nord-africain de nos deux pays alliés était de nouveau assuré par le sang de soldats allemands et italiens, l'ombre menaçante d'un danger terrible s'étendait déjà sur l'Europe. Obéissant à la nécessité la plus impérieuse, je me suis résolu en automne 1939 à faire du moins l'essai d'établir la condition première d'une paix générale en éliminant la tension aiguë qui existait entre l'Allemagne

et la Russie. Ceci était psychologiquement difficile en raison de l'attitude générale du peuple allemand, et surtout du parti, envers le bolchevisme. Mais, matériellement, c'était chose facile, car, dans tous les pays que l'Angleterre avait déclarés menacés par nous et qu'elle avait assaillis de pactes d'assistance, l'Allemagne n'avait jamais vu et soutenu effectivement que des intérêts économiques. Car je puis vous rappeler, députés, hommes du Reichstag allemand, que, pendant tout le début et le plein de l'été 1939, l'Angleterre offrit de nouveau son assistance à de nombreux États et pays, en prétendant que l'Allemagne avait l'intention de les attaquer et de leur prendre leur liberté. Le Reich Allemand et son gouvernement purent donc assurer en toute tranquillité de conscience qu'il s'agissait seulement d'imputations ne correspondant d'aucune façon à la vérité. A cela vint s'ajouter la froide constatation d'ordre militaire, qu'en envisageant le cas d'une guerre qui serait imposée au peuple allemand par la diplomatie britannique, la lutte sur deux fronts ne paraissait soutenable qu'au prix de très lourds sacrifices. Après que, en outre, les États Baltes, la Roumanie, etc., se furent montrés disposés à accepter un pacte d'assistance britannique et eurent donné ainsi à reconnaître qu'ils croyaient également à une telle menace, c'était pour le gouvernement du Reich allemand non seulement un droit, mais aussi un devoir de déterminer de son côté les limites des intérêts allemands.

Les pays intéressés durent toutefois reconnaître bien vite — au regret du Reich allemand lui-même — que le seul facteur, le plus fort garant contre l'est menaçant, ne pouvait être que l'Allemagne. Aussitôt qu'ils eurent coupé, par leur propre politique, les relations avec le Reich et se furent confiés, au lieu de cela, à l'assistance de la puissance qui, dans son égoïsme proverbial, n'a jamais prêté aucune assistance depuis des siècles et, au contraire, a toujours demandé de l'aide, ils étaient perdus.

L'HÉROÏSME DE LA FINLANDE

Le sort de ces pays éveilla cependant la plus profonde sympathie chez le peuple allemand. La lutte menée en plein hiver par les Finlandais força notre admiration, admiration mêlée d'amertume. D'admiration, parce que, peuples de soldats nous-mêmes, nous possédons un cœur sensible à l'héroïsme et au sacrifice, d'amertume, parce que, le regard tourné vers l'ennemi menaçant à l'ouest et vers le danger de l'est, nous n'étions pas en mesure de prêter notre aide militaire. Aussitôt qu'il devint clair que l'U. R. S. S. dérivait de la limitation de la sphère d'influence politique allemande le droit d'exterminer pratiquement les nations vivant au dehors, les rapports ultérieurs n'étaient plus que des rapports imposés par un but pratique, en conflit avec

le sentiment et la raison. De mois en mois on constata de plus en plus, dès 1940, que les plans des hommes du Kremlin visaient sciemment à la domination et par là à la destruction de toute l'Europe. J'ai déjà présenté à la nation un tableau de la concentration de moyens de puissance militaire, effectuée par les Russes à l'est, en un temps où l'Allemagne ne possédait que peu de divisions dans les provinces avoisinant la Russie. Seul, un aveugle pouvait ne pas voir qu'un mouvement de forces d'une ampleur unique dans l'histoire mondiale s'accomplissait là. Et cela, non pas pour défendre quelque chose qui aurait été menacé, mais pour attaquer celui qui ne semblait plus être capable de se défendre. Bien que l'achèvement foudroyant de la campagne à l'ouest ait enlevé aux gouvernants de Moscou la possibilité de compter sur un épuisement immédiat du Reich allemand, cela ne changea aucunement leurs intentions, mais recula seulement le moment de l'attaque. En été 1941 parut se présenter le moment favorable pour frapper. Un nouvel assaut mongol devait déferler sur l'Europe.

Or, mister Churchill promettait aussi, pour la même époque, un changement de cours de la lutte de l'Angleterre contre l'Allemagne. Il essaie aujourd'hui lâchement de nier que dans les séances secrètes de janvier 1940 à la Chambre des Communes il avait indiqué comme un facteur essentiel de la continuation et de l'achèvement victorieux de ce conflit, l'entrée en guerre des Soviets, qui devait avoir lieu au plus tard en 1941, et qui mettrait alors l'Angleterre en mesure de passer également à l'offensive. Au printemps dernier, nous suivons donc consciencieusement le déploiement d'une puissance mondiale qui semblait disposer de réserves inépuisables en hommes et en matériel. De lourds nuages commencèrent à s'amonceler sur l'Europe.

LA NAISSANCE DE L'EUROPE

Car, mes députés, qu'est-ce donc que l'Europe ? Il n'existe pas de définition géographique de notre continent, mais seulement une définition démographique et culturelle. Ce n'est que l'Oural qui est la limite de ce continent, mais c'est toujours la ligne qui sépare la vie occidentale de la vie orientale. Il fut un temps où l'Europe était cet îlot grec où avaient pénétré les tribus nordiques, pour y allumer pour la première fois une lumière qui, depuis lors, a commencé lentement, mais de plus en plus vivement, à éclairer l'humanité. Et lorsque ces Grecs repoussèrent l'invasion des conquérants perses, ce n'était pas seulement leur pays, la Grèce, qu'ils défendaient, mais ce qui constitue la notion de l'Europe actuelle.

Puis le centre de l'Europe se déplaça de l'Hellade vers Rome. La pensée romaine et l'art de la politique romaine s'allièrent à

l'esprit et à la civilisation de la Grèce. Alors fut créé un empire mondial dont l'importance et la force rayonnante n'ont jamais été dépassées, ni même atteintes.

Mais lorsque les légions romaines défendirent dans trois rudes guerres l'Italie contre l'assaut des troupes africaines de Carthage sur lesquelles elles remportèrent finalement la victoire, ce n'était pas non plus seulement pour Rome qu'elles combattaient, mais pour l'Europe que représentait le monde gréco-romain.

L'invasion suivante contre ce berceau de la nouvelle culture humaine venait des vastes étendues de l'est. Une effroyable vague de hordes, dénuées de culture, se déversa du centre de l'Asie jusqu'au cœur du continent européen actuel, brûlant, incendiant, assassinant, véritables fléaux du Seigneur. Dans la bataille des champs catalauniques, Romains et Germains s'unirent pour la première fois dans une lutte d'une importance incalculable pour leur destinée ultérieure, et combattirent pour une civilisation qui, venue des Grecs, avait attiré aussi dans son orbe les Germains après les Romains. L'Europe avait grandi. De l'Hellade et de Rome était né l'Occident et sa défense fut pendant de longs siècles, non seulement la tâche des Romains mais aussi et surtout celle des Germains. Dans la mesure où l'Occident, éclairé par la civilisation grecque, se remplissait des traditions de l'empire romain à la suite de la colonisation germanique qui élargissait ses frontières, s'étendait aussi l'espace que nous appelons l'Europe.

Qu'il s'agisse de la lutte des empereurs allemands sur l'Unstrut ou sur le Lechfeld pour repousser les invasions venant de l'est ou des longues luttes à la suite desquelles l'Afrique fut refoulée de l'Espagne, c'était toujours la même lutte de l'Europe en voie de constitution contre un monde profondément étranger à son caractère. Si autrefois Rome s'était acquis des mérites inoubliables en créant et défendant ce continent, c'étaient maintenant les Germains qui, eux aussi, défendaient et protégeaient une famille de peuples, si différenciés et divergeants qu'ils pussent être par leurs formes politiques et par leurs buts. En somme, ils constituaient pourtant un ensemble, uni par les liens du sang, par une même civilisation et ils se complétaient. De cette Europe se répandit non seulement la colonisation d'autres continents, mais aussi une fécondation spirituelle et culturelle dont on a conscience seulement quand on veut chercher la vérité et non la nier. Ce n'est donc pas l'Angleterre qui a apporté la civilisation sur le continent, mais ce sont certaines branches, détachées de l'élément germanique de notre continent, qui, sous le nom d'Anglo-Saxons et de Normands, sont passées dans l'île et ont permis une évolution qui, certes, est unique en son genre. De même, ce n'est pas l'Amérique qui a découvert l'Europe. Tout ce que l'Amérique n'a pas tiré de l'Europe peut sembler admi-

nable à une race mélangée et enjuivée, mais l'Europe ne voit là qu'un symptôme de décadence dans l'art et dans la civilisation, l'héritage d'un sang mêlé de juifs ou de nègres.

L'ALLEMAGNE COMBAT POUR LE CONTINENT

Mes députés, hommes du Reichstag allemand, j'ai dû m'étendre sur ces points, car la lutte qui, dans les premiers mois de cette année, a peu à peu commencé à se révéler inévitable et dont le Reich allemand est appelé, cette fois en première ligne, à prendre la direction, dépasse également les intérêts de notre peuple et de notre pays.

De même que jadis les Grecs en combattant contre les Perses ne défendaient pas seulement la Grèce, que les Romains ne défendaient pas seulement Rome en luttant contre les Carthaginois, que Romains et Germains en affrontant les Huns ne défendaient pas seulement l'Occident, que l'empereur allemand ne combattait pas seulement pour l'Allemagne en se battant contre les Mongols, que les héros espagnols ne défendaient pas seulement leur pays contre l'Afrique, mais aussi l'Europe, aujourd'hui l'Allemagne également ne combat pas non plus seulement pour elle-même, mais pour tout notre continent. C'est un heureux symptôme que cette idée soit actuellement si fortement ancrée dans la conscience de la plupart des peuples de l'Europe qu'ils prennent part à cette lutte, soit ouvertement, soit par l'afflux de leurs volontaires.

LA GUERRE AUX BALKANS CONTRE LA MENACE DES HORDES D'ATTILA

Lorsque, le 6 avril de cette année, les armées allemandes et italiennes attaquèrent la Yougoslavie et la Grèce, elles ouvrirent ainsi cette grande lutte dans laquelle nous nous trouvons encore engagés. En effet, la révolte qui a éclaté à Belgrade, amenant la chute de l'ex-prince régent et de son gouvernement, a décidé de la suite des événements dans cette partie de l'Europe. Bien que l'Angleterre eût également joué un rôle important dans cette révolte militaire, le rôle essentiel revenait cependant à la Russie soviétique. Ce que j'avais refusé à M. Molotov lors de sa visite à Berlin, Staline a cru pouvoir l'obtenir contre notre volonté par le moyen détourné... d'un mouvement révolutionnaire, sans égard aux traités conclus. Les intentions des dirigeants bolchevistes se précisaient. Le pacte d'amitié avec le nouveau régime révolutionnaire dévoila soudain l'approche d'un danger menaçant. Ce que l'armée allemande a réalisé dans cette campagne, nous l'avons exposé au Reichstag allemand le 4 mai 1941. Mais ce que nous ne pouvions malheureusement dire alors,

c'est que nous avions reconnu avec quelle foudroyante rapidité nous nous rapprochions d'un conflit avec un État qui n'était pas encore intervenu au moment de la campagne des Balkans pour la seule raison que la concentration de ses troupes n'était pas encore terminée et que la fonte des neiges, qui commençait à cette époque, l'empêchait d'utiliser ses aérodrômes où les pistes étaient pour le moment impraticables. Mes députés, hommes du Reichstag, dès que j'ai vu poindre en 1940 la possibilité d'un danger à l'est de l'Allemagne, comme le faisaient pressentir des communications provenant de la Chambre des Communes et l'observation des déplacements de troupes russes, j'ai immédiatement donné l'ordre de mettre sur pied un grand nombre de nouvelles divisions blindées et motorisées, ainsi que des divisions d'infanterie. Nous avons assez d'effectifs et de matériel pour le faire.

CHAQUE ANNÉE ON NOUS TROUVERA PLUS D'ARMES

Du reste, mes députés, je puis vous assurer, ainsi qu'à ce peuple allemand tout entier, que si dans les démocraties on parlait abondamment d'armement, ce qui n'est pas surprenant, dans l'Allemagne nationale-socialiste nous travaillions pourtant plus qu'elles ne prétendaient elles-mêmes travailler. Il en fut ainsi dans le passé et il en est encore ainsi aujourd'hui. Chaque nouvelle année nous trouvera là où des décisions devront être prises avec des armes plus nombreuses et surtout meilleures. Bien que nous eussions compris la nécessité de n'offrir à aucun prix à l'adversaire la possibilité de nous porter le premier coup au cœur, il fut cependant très dur de prendre la décision. Ceux qui barbouillent d'articles les colonnes des journaux démocratiques déclarent maintenant que si j'avais connu exactement la force de l'adversaire bolcheviste, j'aurais réfléchi deux fois de passer à l'attaque. Mais ils ne connaissent pas ma situation et ma personne. Ce n'est pas moi qui ai cherché la guerre. J'ai tout fait, au contraire, pour l'éviter, mais j'eusse été oublieux de mes devoirs et j'aurais agi sans conscience si, reconnaissant qu'une passe d'armes était inévitable, j'avais négligé d'en tirer la seule conséquence possible. Tenant la Russie soviétique pour le pire danger, un danger mortel, non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour l'Europe tout entière, je me suis résolu à donner moi-même le signal de l'attaque, si possible quelques jours avant que le conflit n'éclatât. Nous avons maintenant un matériel authentique et vraiment écrasant qui prouve l'intention qu'avaient les Russes d'attaquer. Nous connaissions parfaitement aussi la date à laquelle cette attaque devait se produire. Mais toute l'étendue du danger, c'est peut-être maintenant seulement que nous en

avons conscience et je ne puis que remercier Dieu de m'avoir donné l'inspiration au moment qui convenait et la force d'accomplir ce qui devait être accompli. C'est à cette faveur que non seulement des millions de soldats allemands doivent leur vie, mais l'Europe entière son existence. Nous pouvons bien le dire aujourd'hui, si cette vague de 20.000 chars de combat, de centaines de divisions, de dizaines de milliers de canons, accompagnés de plus de 10.000 avions avait déferlé à l'improviste sur l'Allemagne, l'Europe était perdue.

LA CROISADE MODERNE

Le destin a prédestiné un certain nombre de peuples à prévenir et à parer ce coup au prix de leur sang. Si la Finlande ne s'était pas immédiatement résolue à prendre les armes pour la deuxième fois, le bourgeoisisme indolent des autres États Scandinaves aurait vite trouvé sa fin. Si le Reich allemand n'avait pas affronté cet adversaire avec ses soldats et ses armes, un flot aurait déferlé sur l'Europe, anéantissant pour toujours la ridicule idée britannique du maintien de l'équilibre européen avec toute sa sottise et sa stupide tradition.

Si les Slovaques, les Hongrois et les Roumains n'avaient pas entrepris, eux aussi, de protéger le monde européen, les hordes bolchevistes auraient passé en ouragan sur les pays du Danube, comme les Huns d'Attila et sur les bords de la mer Ionienne, Tartares et Mongols imposeraient aujourd'hui la révision du traité de Montreux. Si l'Italie, l'Espagne, la Croatie n'avaient pas envoyé leurs divisions, un front européen ne se serait pas dressé pour la défense, front qui, en proclamant la notion de la nouvelle Europe, a exercé son attraction également sur tous les autres peuples. Les volontaires venant du Nord et de l'Ouest de l'Europe l'ont senti instinctivement. Norvégiens, Danois, Hollandais, Belges, et même des Français, ont donné à la lutte des puissances alliées de l'Axe le caractère d'une véritable croisade européenne.

LE BILAN DE LA LUTTE GIGANTESQUE

Le moment n'est pas encore venu de parler des plans et de la direction de cette campagne. Je crois cependant nécessaire d'indiquer en quelques mots ce qui a été atteint dans cette lutte, la plus gigantesque de tous les temps, car le souvenir des divers événements s'en efface trop facilement, tant l'espace est étendu sur lequel se déroulent ces événements, tant ils sont nombreux et saisissants.

Le 22 juin à l'aube a commencé l'attaque. Dans un élan irrésistible furent emportées ces fortifications de la frontière qui étaient

destinées à protéger contre toute surprise la concentration des troupes russes dirigées contre nous. Dès le 23 juin Grodno était pris. Le 24 juin, après la prise de Brest-Litovsk, sa citadelle a été réduite. Vilna et Kovno furent également prises. Le 26 juin tombait Dunabourg. Le 10 juillet, les deux premières batailles d'encerclement autour de Bialystok et Minsk étaient terminées, 324.000 prisonniers, 3.332 chars de combat et 1.809 canons étaient tombés dans nos mains. Dès le 13 juillet commençait sur presque tous les points décisifs la percée à travers la ligne Staline. Le 16, Smolensk était pris après de rudes combats. Le 19 juillet des formations allemandes et roumaines forçaient le passage du Dniester. Le 6 août, la bataille de Smolensk s'est terminée par de nombreux encerclements. De nouveau, partirent en captivité 310.000 Russes. 3.205 chars de combat et 3.120 canons étaient détruits ou conquis. Trois jours plus tard, le sort d'un autre groupe d'armées russes était décidé. Le 9 août, dans la bataille d'Ouman, nous avons de nouveau fait 103.000 prisonniers, 317 chars de combat, 1.100 canons étaient soit détruits, soit pris à l'ennemi. Le 17 août Nikolajev tombait, le 27 Cherson était en notre possession. Le même jour, la bataille de Gomel se terminait. Nous faisons là 84.000 prisonniers et nous prenions ou détruisions 144 chars de combat et 848 canons. Le 21 août, les positions russes entre les lacs Ilmen et Péïpous étaient percées. Le 26 août, la tête de pont de Niepropetrovske tombait entre nos mains. Dès le 28 du même mois, des troupes allemandes entraient à Reval et à Baltisch-Port, après de durs combats, tandis que Viipuri tombait le 30 aux mains des Finlandais. Avec la conquête de Schluesselbourg, le 8 septembre, Leningrad était définitivement encerclé, également au Sud. Nous avons réussi à former les têtes de pont sur le Dnieper le 16 septembre et, le 18 septembre, Poltava tombait aux mains de nos soldats. Le 19 septembre, des formations allemandes prenaient d'assaut la citadelle de Kiev et, le 22, la conquête de l'île d'Æsel était couronnée par la prise de la capitale. C'est seulement alors que ces gigantesques opérations aboutirent aux succès attendus. Le 27 septembre, la bataille de Kiev s'achevait; 665.000 prisonniers prenaient en colonnes interminables la direction de l'Ouest, 884 chars blindés et 3.178 canons furent abandonnés dans les « poches » où s'était livrée la lutte, et recueillis comme butin. La percée au centre du front oriental commença dès le 2 octobre, tandis que la bataille qui s'était déroulée sur les rives de la mer d'Azov s'achevait le 11 octobre. On compte, à nouveau, 107.000 prisonniers, 212 chars blindés et 672 canons. Le 16 octobre, après des combats acharnés, les troupes germano-roumaines faisaient leur entrée dans Odessa.

La percée entreprise le 2 octobre au centre du front se terminait le 18 octobre par un succès unique dans l'histoire mondiale.

Le premier résultat : 663.000 prisonniers, le second : 1.242 chars blindés et 5.452 canons, les uns détruits, les autres pris à l'ennemi. Le 21 octobre s'achevait la conquête de Dagoe. Le centre industriel de Kharkov tombait le 24 octobre. L'accès à la presqu'île de Crimée était définitivement forcé le 28 octobre, après de très durs combats, et, dès le 2 novembre, Simferopol, la capitale, était prise d'assaut. Le 16 novembre, la Crimée était traversée jusqu'à Kertsch. Le 1^{er} décembre, le nombre total des prisonniers soviétiques s'élevait à 3.806.865. Le nombre des chars blindés détruits ou pris était de 21.391, celui des canons de 32.541, et celui des avions de 17.322. Dans le même espace de temps, 2.191 avions britanniques étaient abattus. La flotte de guerre coulait 4.170.611 TO, l'aviation 2.346.180 TO. Donc au total : 6.516.791 TO. Députés, peuple allemand, voilà des faits réels, des chiffres peut-être secs, mais puissent-ils à jamais rester gravés dans l'histoire, et surtout dans la conscience et le souvenir du peuple allemand. Il faut voir, derrière ces chiffres, les exploits, les sacrifices et les privations, le courage héroïque et le consentement au suprême sacrifice unissant des millions d'hommes, les meilleurs d'entre nous, et ceux des États alliés. Tous ces résultats ont été obtenus grâce au don que chacun a fait de sa santé et de sa vie, au prix d'efforts dont la patrie ne se fait aucune idée. Marchant dans des étendues sans fin, tourmentés par la chaleur et la soif, souvent presque désespérés par les fondrières où ils s'embourbaient, exposés de la mer Blanche à la mer Noire aux caprices d'un climat et d'une température qui, tropicale en juillet et en août, baisse en novembre et décembre au milieu des tempêtes de neige, martyrisés par les insectes, souffrant de la saleté et de la vermine, grelottant dans la neige et la glace, voilà comment ont lutté les Allemands, les Finlandais, les Italiens, les Slovaques, les Hongrois et les Roumains, les Croates, les volontaires des pays nordiques et de l'Europe occidentale, bref : les soldats du front oriental. L'éruption de l'hiver mettra seul un obstacle à ce mouvement, l'arrivée de l'été ne pourra l'empêcher. Je ne veux pas nommer d'armes aujourd'hui, je ne veux vanter aucun chef : toutes et tous ont donné tout ce qu'ils pouvaient. L'évidence pourtant, et le souci d'équité m'obligent à revenir toujours sur la même constatation : aujourd'hui comme jadis, de tous nos soldats allemands, c'est notre admirable soldat de ligne allemand qui supporte le fardeau le plus écrasant. Du 22 juin au 1^{er} décembre, les forces terrestres allemandes ont eu à déplorer dans cette lutte héroïque : 158.773 morts, 563.082 blessés et 31.191 disparus. L'armée de l'air : 3.231 morts, 8.453 blessés et 2.028 disparus. La flotte : 310 morts, 232 blessés et 115 disparus. Au total donc, pour l'armée allemande : 162.314 morts, 571.767 blessés et 33.334 disparus. Le nombre des morts et des blessés est donc un peu plus du double de celui de la bataille de la Somme pendant la Grande

Guerre, un peu moins de la moitié du nombre d'alors pour les disparus, mais tous, des pères et des fils de notre peuple.

ROOSEVELT POUSSE LES POLONAIS A LA GUERRE

Et maintenant, permettez-moi de prendre position en face de cet autre monde représenté par l'homme qui, avec tact, tandis que les peuples et leurs soldats combattent dans la neige et la glace, a coutume de faire des causeries au coin de la cheminée, par conséquent surtout de l'homme qui est le premier responsable de cette guerre. Lorsqu'en 1939, la situation des minorités de l'État polonais devint d'heure en heure plus insupportable, j'essayai tout d'abord de mettre un terme à un état de choses devenu impossible, par la voie d'une entente à l'amiable. Pendant quelque temps, il sembla que le gouvernement polonais se fût résolu, après un examen sérieux, à consentir à une solution raisonnable. Je puis encore ajouter, ici, que toutes les propositions allemandes ne revendiquaient rien qui n'eût été auparavant possession allemande, et que même, nous renoncions à bien des territoires ayant appartenu à l'Allemagne avant la Grande Guerre. Vous avez encore présents à la mémoire l'évolution dramatique de cette période, l'accroissement continu du nombre des victimes parmi les groupes ethniques allemands. Vous pourrez mieux mesurer la gravité de ces sacrifices sanglants, députés, si vous les comparez à ceux qu'a coûtés la guerre actuelle. La phase de la campagne à l'Est qui vient de se terminer a coûté à l'armée allemande 160.000 morts en chiffres ronds, alors que 62.000 Allemands ont été tués en Pologne, parfois après un cruel martyre, en quelques mois, et ce en pleine période de paix. Que le Reich allemand ait eu le droit de blâmer cet état de choses existant à ses frontières et de chercher avec insistance à y mettre fin, personne ne saurait le contester, surtout à une époque où d'autres pays cherchaient des éléments de leur sécurité jusque sur des continents étrangers. Les problèmes auxquels il fallait s'attaquer étaient, territorialement, insignifiants. Dans l'essentiel, il s'agissait de Dantzig et de la communication entre la Prusse orientale et le reste du Reich. Les atroces persécutions auxquelles étaient exposés les Allemands de Pologne revêtaient une importance beaucoup plus grande. Au reste, le sort des autres minorités n'était pas plus enviable. Lorsque, dans le courant du mois d'août, l'attitude de la Pologne devint plus intransigeante à la suite du blanc-seing que lui avait donné l'Angleterre, le gouvernement du Reich se vit dans l'obligation, et pour la dernière fois, de faire une proposition sur la base de laquelle il se déclarait prêt à entamer des pourparlers avec la Pologne et dont il avait donné verbalement connaissance à l'ambassadeur d'Angleterre d'alors.

PROPOSITIONS MESURÉES DE L'ALLEMAGNE POUR RÉGLER LE PROBLÈME POLONAIS-ALLEMAND

Permettez-moi aujourd'hui de tirer ces propositions de l'oubli et de vous les rappeler : Proposition du règlement du problème de Dantzig et du corridor ainsi que de la question germano-polonaise des minorités. La situation qui s'est créée entre l'Allemagne et la Pologne est actuellement telle que tout nouvel incident peut amener une conflagration entre les deux forces militaires qui ont occupé leurs positions. Toute solution pacifique doit être de telle nature que les événements qui sont à l'origine d'une telle situation ne puissent se renouveler à la prochaine occasion, et que non seulement l'Est de l'Europe, mais aussi d'autres contrées ne puissent se trouver ainsi de nouveau exposées à la même tension. Les causes de ce développement résident :

1^o Dans l'impossible tracé de frontière tel qu'il a été établi par le « dictat » de Versailles.

2^o Dans l'impossible traitement de la minorité dans les territoires enlevés à l'Allemagne. Le gouvernement allemand part donc, dans ses propositions, de l'idée de trouver une solution définitive qui mette fin à l'impossible situation résultant du tracé de frontière, assure aux deux parties leurs voies de communication d'importance vitale, élimine autant que possible le problème des minorités et, dans la mesure où cela n'est pas possible, rende supportable le sort des minorités par une sûre garantie de leurs droits. Le gouvernement allemand est convaincu qu'il est, à cet égard, indispensable de dévoiler les dommages économiques et physiques qui se sont produits depuis 1918 et de les réparer intégralement. Il considère naturellement cette obligation comme liant également les deux parties ; de ces considérations découlent les propositions pratiques suivantes :

1^o La ville libre de Dantzig, vu son caractère purement allemand et la volonté unanime de sa population, fait immédiatement retour à l'Allemagne.

2^o Le territoire appelé corridor, qui se poursuit de la Baltique jusqu'à la ligne de Marienwerder-Graudenz-Kulm-Bromberg (y compris ces villes) et, vers l'Ouest, dans la direction de Schoenlanke, décidera lui-même de son appartenance à l'Allemagne ou à la Pologne.

3^o A cet effet, ce territoire procédera à un plébiscite. Aurent droit de vote tous les Allemands qui étaient domiciliés dans ce territoire au 1^{er} janvier 1918, ou qui y sont nés jusqu'à cette date, ainsi que tous les Polonais, Cassubes, etc., qui étaient domiciliés à cette date dans ce territoire ou y étaient nés jusqu'à cette date. Les Allemands chassés de ce territoire y retourneront pour exercer leur droit de vote. Afin de garantir l'objectivité du plébiscite

et d'assurer les amples travaux préparatoires nécessaires, le territoire mentionné sera soumis, comme ce fut le cas pour le territoire de la Sarre, à une commission internationale à former immédiatement, qui se composera des quatre grandes puissances : Italie, Union Soviétique, France, Angleterre. Cette commission exercera tous les droits de souveraineté dans ce territoire. A cet effet, ce territoire sera évacué, dans un délai à convenir et qui serait des plus bref, par tout le personnel militaire polonais, par la police polonaise et les autorités polonaises.

4° Reste excepté de ce territoire le port polonais de Gdingen, qui est, en principe, territoire de souveraineté polonaise, pour autant qu'il se borne territorialement à l'habitat de la minorité polonaise établie. Les frontières précises de ce port polonais seraient à fixer entre l'Allemagne et la Pologne, et, si besoin en est, à déterminer par un tribunal arbitral international.

5° Afin d'assurer le temps nécessaire aux amples travaux qui devront être exécutés pour garantir un plébiscite équitable, il est entendu que ce plébiscite n'aura pas lieu avant 12 mois.

6° Afin de garantir, sans restriction, durant cette période, à l'Allemagne ses communications avec la Prusse Orientale et à la Pologne, son accès à la mer, seront déterminées des routes et des lignes de chemin de fer rendant possible le libre transit. Seules seront perçues les taxes qui sont nécessaires pour l'entretien des voies de communication et pour l'exécution des transports.

7° La question de ressortissance du territoire sera décidée à la simple majorité des voix émises.

8° Afin de garantir, après l'exécution du plébiscite — quelle qu'en soit l'issue — la sécurité du libre trafic entre l'Allemagne et sa communication avec la mer, il sera donné à l'Allemagne, si le territoire plébiscitaire échoit à la Pologne, une zone de trafic extraterritoriale, à peu près en direction de Buetow-Dantzig, respectivement Dirschau, afin d'y construire une autostrade ainsi qu'une ligne de chemin de fer à 4 voies. L'autostrade et la voie ferrée seront construites de telle sorte qu'elles ne toucheront pas les routes de communication polonaises, c'est-à-dire qu'elles passeront au-dessus ou au-dessous de ces dernières. Cette zone aura une largeur d'un kilomètre et sera placée sous la souveraineté de l'Allemagne. Si le plébiscite est favorable à l'Allemagne, la Pologne obtiendra, pour son trafic libre et illimité avec son port de Gdingen, les mêmes droits à une communication, également extraterritoriale, par route respectivement et par voie ferrée, telle qu'elle serait accordée à l'Allemagne.

9° Si le corridor retourne à l'Allemagne, celle-ci se déclare

prête à procéder à un échange de population avec la Pologne dans la mesure où le corridor s'y prête.

10° Les droits spéciaux que la Pologne désirait posséder dans le port de Dantzig seraient négociés sur la base de la parité en échange de droits égaux en faveur de l'Allemagne dans le port de Gdingen.

11° Afin de faire cesser, dans cette région, de part et d'autre tout sentiment de menace, Dantzig et Gdingen revêtiraient le caractère de villes exclusivement commerciales, c'est-à-dire dépourvues de toute installation et fortification militaires.

12° La presqu'île de Hela, qui, suivant le résultat du plébiscite, reviendrait, soit à la Pologne, soit à l'Allemagne, devrait, en tout cas, être également démilitarisée.

13° Comme le gouvernement allemand a les plus graves griefs à formuler contre le traitement des minorités par la Pologne, et que le gouvernement polonais, de son côté, croit également devoir formuler des griefs contre l'Allemagne, les deux parties se déclarent d'accord pour soumettre ces plaintes à une commission d'enquête internationale chargée d'examiner toutes les plaintes ayant trait à des dommages économiques et physiques, ainsi qu'à d'autres actes de terrorisme. L'Allemagne et la Pologne s'engagent à réparer tous les dommages économiques et autres infligés depuis 1918 aux minorités des deux pays, respectivement à annuler toutes les expropriations ou à dédommager complètement les personnes lésées par ces expropriations ou par d'autres atteintes portées à leur vie économique.

14° Pour ôter aux Allemands restant en Pologne ainsi qu'aux Polonais restant en Allemagne le sentiment d'être privés de la protection du droit international et leur donner avant tout la garantie qu'ils ne pourront pas être astreints à des actions ou à des services incompatibles avec leur sentiment national, l'Allemagne et la Pologne conviennent de garantir les droits de leurs minorités respectives par des conventions obligatoires des plus compréhensives, assurant à ces minorités le maintien, le libre développement et l'activité de leur vie ethnique, et de leur permettre en particulier de constituer l'organisation qu'ils considèrent comme nécessaire à cet effet. Les deux parties s'engagent à ne pas appeler au service militaire les membres de la minorité.

15° Dans le cas d'un accord sur la base de ces propositions, l'Allemagne et la Pologne se déclarent prêtes à ordonner et exécuter immédiatement la démobilisation de leurs forces armées.

16° Les mesures ultérieures nécessaires pour accélérer la conclusion des arrangements susdits seront convenues en commun par l'Allemagne et la Pologne. Cela constitue une proposition de traité tel qu'on ne peut en imaginer de plus loyal et de plus généreux.

POURQUOI VARSOVIE REJETAIT LES NÉGOCIATIONS

Le gouvernement polonais d'alors n'a pas daigné donner le moindre signe de vie en réponse à ces propositions. On n'en est pas moins fondé à se demander comment il se pouvait qu'un État aussi insignifiant osât tout simplement n'en pas tenir compte et, bien mieux, non seulement se livrer à de nouvelles mesures de cruauté à l'égard des Allemands, auxquels le pays était redevable de toute sa culture, mais encore ordonner la mobilisation générale. L'étude des documents trouvés au ministère des Affaires étrangères de Varsovie nous a, à tous, ultérieurement fourni l'explication, qui était une surprise. Il y avait un homme qui, avec une diabolique absence de scrupules mettait en œuvre toute son influence pour fortifier la Pologne dans sa résistance et exclure toute possibilité d'entente. Les rapports que le comte Potocki, ministre plénipotentiaire polonais d'alors à Washington, envoyait à son gouvernement à Varsovie, constituent des documents qui montrent avec une terrifiante netteté à quel point la responsabilité de la deuxième guerre mondiale pèse sur un homme, un seul homme, ainsi que sur les forces motrices qui l'influençaient. On pourra se demander tout d'abord pour quels motifs cet homme s'abandonnait à une inimitié si fanatique à l'égard d'un pays qui, jusqu'alors, dans toute son histoire, n'avait causé le moindre mal ni à l'Amérique, ni à lui-même.

AUCUN ANTAGONISME ENTRE ALLEMANDS ET AMÉRICAINS

En ce qui concerne la situation de l'Allemagne à l'égard de l'Amérique, voici ce qu'il convient de ne pas oublier : 1^o L'Allemagne est peut-être la seule grande puissance qui, soit au nord, soit au sud du continent américain, n'ait jamais possédé la moindre colonie ou ne se soit jamais livrée à une activité politique quelconque, si ce n'est par l'émigration de nombreux millions d'Allemands et leur collaboration dont le continent américain, notamment les États-Unis, n'ont pu que tirer avantage.

2^o Dans toute l'histoire des origines et du maintien des États-Unis, le Reich allemand n'a jamais adopté d'attitude politiquement improbatrice et encore moins hostile : il a, par contre, contribué à la défense de ce pays avec le sang de nombre de ses fils.

3^o Le Reich n'a jamais participé à aucune guerre contre les États-Unis, ceux-ci l'ont, en revanche, en 1917, gratifié d'une guerre et cela, pour des motifs qu'une commission instituée par

le président Roosevelt lui-même pour l'étude de la question a complètement élucidés. Or, précisément cette commission d'enquête qui avait pour but de tirer au clair les motifs de la participation des États-Unis à la première guerre mondiale, a établi de façon incontestable que les motifs de l'intervention américaine en 1917 ressortissaient exclusivement au domaine d'intérêts capitalistes de quelques petits groupes et que, dans tous les cas, l'Allemagne elle-même n'avait jamais eu l'intention d'entrer en conflit avec les États-Unis. Il n'y a d'ailleurs non plus aucune antithèse entre le peuple américain et le peuple allemand, qu'elle soit territoriale ou politique, de nature à porter atteinte de façon ou d'autre aux intérêts des États-Unis et encore moins à leur existence. La différence des régimes a été un fait constant. Mais dans la vie des peuples l'on ne saurait y voir un motif d'hostilités aussi longtemps qu'une forme de gouvernement ne cherche pas à empiéter au delà de son champ d'activité naturel. L'Amérique est une république gouvernée par un président à pouvoirs autoritaires considérables. L'Allemagne était jadis une monarchie sous l'égide d'une autorité limitée, elle fut plus tard une démocratie sans autorité et elle est aujourd'hui une république dirigée par une autorité puissante. Entre les deux États, il y a l'abîme d'un océan. Les divergences existent entre l'Amérique capitaliste et la Russie bolcheviste. Elles devraient, si ces concepts comportent une réalité, être infiniment plus grandes que celles qui peuvent exister entre l'Amérique gouvernée par un président et l'Allemagne par un Führer.

LA TRAHISON DE WILSON

C'est toutefois un fait que les deux conflits qui ont éclaté dans l'histoire des relations de l'Allemagne et des États-Unis, encore que procédant de la même inspiration, ont été cependant déchaînés exclusivement par deux hommes des États-Unis, à savoir par le président Wilson et par Franklin Roosevelt. L'histoire a elle-même prononcé son arrêt sur Wilson. Son nom est inséparable d'un des plus odieux parjures de tous les temps, parjure dont les conséquences ont été la désagrégation de la vie des peuples, non seulement de ceux soi-disant vaincus, mais encore des vainqueurs eux-mêmes. Le « dictat » de Versailles, que seul ce manque de parole a permis, a dilacéré les États, détruit des cultures et ruiné l'économie de tous sans exception. Nous savons aujourd'hui que derrière Wilson il y avait un consortium de financiers à l'affût qui se servaient de ce professeur paralytique pour engager l'Amérique dans une guerre dont ils espéraient une recrudescence de transactions. La foi que le peuple allemand a eue jadis en cet homme, elle a dû l'expier par l'effondrement de son existence politique et économique. Et maintenant quelle est

donc la raison pour laquelle, après des expériences aussi amères, il se trouve de nouveau un président des États-Unis pour estimer une fois de plus que sa tâche consiste uniquement à provoquer des guerres et surtout à pousser l'inimitié contre l'Allemagne jusqu'à des hostilités déclarées?

HITLER ET ROOSEVELT

Le National-Socialisme assuma le pouvoir en Allemagne l'année même où Roosevelt fut élu président des États-Unis. Et ici il importe d'examiner les éléments que l'on doit considérer comme la cause de l'évolution actuelle : tout d'abord le côté personnel de la situation. Je ne comprends que trop bien qu'entre les conceptions et l'état d'âme du président Roosevelt et les miens il y ait un abîme, Roosevelt est issu d'une famille prodigieusement riche, il appartenait dès sa naissance à cette classe d'hommes auxquels dans les démocraties les origines aplanissent le cours de l'existence, assurant ainsi son ascension. Moi, je n'étais que l'enfant d'une modeste et pauvre famille et j'ai dû me frayer mon chemin, de haute lutte, par un intense travail au milieu d'indicibles efforts. La guerre mondiale survint. Roosevelt l'a vécue à un poste dans l'ombre protectrice de Wilson et dans la sphère des profiteurs. Aussi ne connaît-il que les agréables séquences des querelles des États et des peuples, ces séquences dont bénéficie celui qui fait du business là où d'autres sont saignés à blanc. Dans ce même laps de temps mon existence était encore à l'opposite. Je n'étais pas de ceux qui font de l'histoire et encore moins des affaires. Mais j'étais du nombre des gens qui exécutent des ordres. Comme simple soldat je me suis efforcé de m'acquitter de mon devoir au cours de ces quatre ans devant l'ennemi et revins naturellement de la guerre aussi pauvre que j'y étais parti à l'automne de 1914. J'ai donc partagé le sort de millions d'hommes. M. Franklin Roosevelt a eu celui de ceux que l'on appelle les « upper ten thousand », et tandis qu'après la guerre M. Roosevelt s'empressait d'utiliser ses aptitudes dans des spéculations financières pour tirer profit de l'inflation, c'est-à-dire de la misère d'autrui, moi, je gisais encore à l'hôpital, de nouveau comme beaucoup de centaines de milliers d'autres. Et lorsque M. Roosevelt s'engagea enfin dans la carrière de politicien normal, rompu aux affaires, cossu, sous la protection de ses origines, il me fallait combattre en inconnu, dont on ignore même le nom, pour le relèvement d'un peuple qui venait d'être victime de la plus grande injustice de toute son histoire. Deux destinées. Lorsque Franklin Roosevelt se trouva à la tête des États-Unis, il était le candidat d'un parti capitaliste cent pour cent dont il était l'instrument. Et moi, lorsque je devins chancelier du Reich, j'étais le chef d'un mouvement populaire que j'avais créé. Les forces qui

soutenaient M. Roosevelt étaient celles que j'avais combattues dans l'axe de l'évolution de mon peuple et sous l'impulsion de mon intime conviction la plus sacrée. Le « trust des cerveaux » auquel le nouveau président américain avait recours se composait de membres du même peuple contre lequel nous luttons en Allemagne en y voyant un phénomène parasitaire de l'humanité et que nous commencions à éliminer de la vie publique. Et cependant, Roosevelt et moi nous avions un point commun : Franklin Roosevelt se trouvait appelé à présider aux destinées d'un État dont l'économie, du fait d'influence démocratique, était en décadence, et moi, je me trouvais à la tête d'un Reich qui, également du fait de la démocratie, se trouvait acculé à la ruine la plus complète. Les Etats-Unis comptaient 13 millions de sans-travail, l'Allemagne en enregistrait 7 millions et, il est vrai, encore 7 millions de chômeurs partiels. Dans les deux pays les finances publiques étaient aux abois, il semblait que l'effondrement de l'économie fût irrémédiable. C'est alors qu'aux Etats-Unis et dans le Reich une évolution se dessina qui permettra aisément à la postérité de se former un jugement définitif sur l'excellence des théories. Alors qu'en Allemagne, sous l'égide nationale-socialiste, on assistait en peu d'années à un essor prodigieux de la vie, de l'économie, de la culture, de l'art, etc., le président Roosevelt n'était pas arrivé à réaliser les plus modestes améliorations dans son propre pays.

L'AMÉRIQUE DE ROOSEVELT, PARADIS DE LA SPÉCULATION

Et cependant, combien il eût été plus facile de réussir aux Etats-Unis qui ne comptent à peine que 15 habitants par kilomètre carré, alors qu'il y en a 140 en Allemagne. Si l'on arrive pas dans le premier des ces pays à faire surgir une prospérité économique, c'est que l'on s'y trouve aux prises soit avec le mauvais vouloir de la direction, soit avec l'incapacité absolue d'hommes appelés à certains postes. En cinq ans à peine les problèmes économiques étaient résolus en Allemagne et le chômage supprimé. Dans la même période le président Roosevelt a accru la dette publique de son pays d'une façon plus que monstrueuse, dévalorisé le dollar augmenté la désorganisation de l'économie et... maintenu le chiffre des chômeurs. Mais ceci n'est pas étonnant lorsqu'on considère que les esprits que cet homme a appelés pour le soutenir, ou, pour mieux dire, qui l'avaient appelé lui-même, comptent parmi ces éléments qui, en leur qualité de juifs, ne peuvent s'intéresser qu'au délabrement, jamais à l'ordre. Tandis qu'en Allemagne nationale-socialiste nous combattions la spéculation, elle a connu sous l'ère de Roosevelt une étonnante floraison. La législation de New-Deal élaborée par cet homme était fautive et a donc essuyé le plus grand échec qu'un homme ait jamais subi. Il n'y a pas de

doute à ce sujet qu'une continuation de cette politique économique en temps de paix aurait fait tomber tôt ou tard ce président, en dépit, de toute son habileté dialectique. Dans des États européens il aurait sûrement fini devant une cour suprême de justice, sous l'inculpation de gaspillage arbitraire de la fortune nationale. Devant un tribunal civil il aurait à peine échappé à la prison pour agissements incorrects. Des Américains nombreux et considérés ont formulé également ce jugement, ou plutôt cette constatation. Une opposition menaçante s'amassait sur la tête de cet homme. Elle lui fit pressentir que c'est seulement en détournant l'attention publique de sa politique intérieure et en la portant sur l'extérieur qu'il trouverait le salut. Il est intéressant d'étudier à ce propos les rapports du Ministre de Pologne à Washington, Potocki, qui ne cessait de souligner que Roosevelt avait très exactement conscience du danger de l'effondrement de tout son château de cartes économique et, pour cette raison, avait besoin à tout prix de détourner, coûte que coûte, l'attention en la dirigeant vers la politique extérieure. Il fut renforcé dans ce sentiment par le cercle de Juifs de son entourage, qui, dans une soif de vengeance à la manière de l'Ancien Testament, croient voir dans les États-Unis l'instrument propre à leur permettre de préparer un deuxième purim aux nations européennes, toujours plus antisémites. C'est le Juif qui, dans toute sa bassesse satanique, se groupa autour de cet homme, mais après cela, prit également possession de lui. Ainsi l'influence du président américain commença de plus en plus à se manifester dans le sens de la provocation de conflits ou de l'aggravation de conflits existants, cherchant à empêcher dans tous les cas que des conflits ne trouvent une solution pacifique. Des années durant, cet homme n'a eu qu'un seul désir, savoir qu'un conflit éclatât dans le monde, de préférence en Europe, et lui donnât la possibilité, par l'engagement de l'économie américaine envers l'une des deux parties, d'établir un enchevêtrement politique d'intérêts propre à rapprocher l'Amérique d'un pareil conflit et ainsi à détourner de sa politique économique, incohérente à l'intérieur, l'attention publique vers l'extérieur.

LA PROPAGANDE CONTRE LES PAYS TOTALITAIRES

Dans ce sens sa façon de procéder fut particulièrement brusque envers le Reich allemand. A partir de 1937 il lança une série de discours, entre autres une allocution particulièrement infâme prononcée à Chicago le 5 octobre 1937, discours dans lesquels cet homme commença méthodiquement à exciter l'opinion publique américaine contre l'Allemagne. Il menace de mettre dans une sorte de quarantaine les États dits autoritaires. Dans l'exécution de ces propos de haine et d'excitation toujours plus violents du président Roosevelt, après de nouvelles

déclarations injurieuses, il rappelle à Washington aux fins de rapport, l'ambassadeur des États-Unis à Berlin. Depuis, les deux États ne sont plus représentés que par des chargés d'affaires. A partir de novembre 1938 il commence sciemment et méthodiquement à saboter toute possibilité d'une politique d'apaisement européen. Extérieurement il affecte donc de s'intéresser à la paix, mais menace chaque État prêt à pratiquer une politique d'entente pacifique, et cela par le blocage des emprunts, par des représailles économiques, par le retrait de prêts, etc., etc. Les rapports des ambassadeurs de Pologne à Washington, à Londres, à Paris et à Bruxelles donnent sur ce point un aperçu émouvant. En janvier 1939 cet homme commence à intensifier sa campagne d'excitation et devant le congrès menace d'intervenir contre les États autoritaires par toutes les mesures à l'exception de la guerre. Tandis qu'il affirme constamment que les autres États tentent de s'immiscer dans les affaires américaines et clame constamment le maintien de la doctrine de Monroe, il commence, à partir de mars 1939, à dire son mot dans les affaires internes de l'Europe, qui ne regardent nullement le président des États-Unis. Primo, il ne comprend pas ces problèmes; et, secundo, même s'il les comprenait et saisisait le sens des événements historiques, il aurait tout aussi peu le droit de s'occuper de l'espace central européen que, par exemple, le chef de l'État allemand n'a le droit de juger les conditions existant dans un État des U.-S.-A., ou même de se prononcer à leur sujet.

Mais M. Roosevelt va encore plus loin. Contrairement à toutes les règles du droit international, il déclare ne pas reconnaître les gouvernements qui ne sont pas de son goût, ne pas accepter les remaniements accomplis, conserver ou même considérer comme gouvernements légitimes les ambassades d'États depuis longtemps disparus. Finalement il va jusqu'à conclure avec des ambassadeurs des traités qui lui donnent même le droit d'occuper tout simplement des territoires étrangers. Le 15 avril 1939, M. Roosevelt lança son fameux appel à moi et au duc, appel qui constituait un mélange d'ignorance géographique et politique, d'une part, allant de pair avec l'arrogance d'un membre de certains milieux de millionnaires, et dans lequel nous étions mis en demeure de fournir des déclarations et de conclure des pactes de non-agression avec des États quelconques, en grande partie avec des États qui ne possédaient pas même leur liberté, parce qu'ils avaient été annexés ou transformés en protectorats par les alliés de Roosevelt. Vous vous rappelez, mes députés, que je fis alors à cet indiscret monsieur une réponse aussi polie que catégorique, ce qui arrêta pour quelques mois le flot de bavardages de ce brave belliciste. Mais sa place fut prise par son honorable épouse. Elle refusa de vouloir vivre dans un monde tel que celui où nous vivons. Et cela est du moins compréhensible,

car ce monde est un monde de travail, et non pas un monde de tricheries et de tromperies. Mais après un prompt rétablissement, le mari de cette femme réussit, le 4 novembre 1939, à faire modifier la loi de neutralité de telle sorte que l'interdiction de l'exportation des armes est désormais levée, et cela au profit d'une livraison unilatérale aux adversaires de l'Allemagne. Il commença alors, de la même façon qu'en Asie Centrale avec la Chine, à établir là aussi, par le détour d'un entrelacement économique, une communauté d'intérêts qui devait devenir tôt ou tard efficace. Au cours du même mois, il reconnaît une poignée d'émigrants polonais comme « gouvernement en exil », dont le seul fondement politique consistait en quelques millions de pièces d'or polonaises emportées de Varsovie. Dès le 9 avril, il va plus loin et ordonne désormais le blocage des avoirs norvégiens et danois, sous le prétexte mensonger d'empêcher une mainmise de l'Allemagne, alors qu'il savait très bien que dans l'administration de ses biens le gouvernement danois n'est aucunement observé, encore moins contrôlé par l'Allemagne. A côté des gouvernements en exil, il reconnaît un gouvernement norvégien. Dès le 16 mai 1940, viennent s'y ajouter encore des gouvernements d'émigrés hollandais et belges. Les avoirs hollandais et belges sont également bloqués.

LE TÉLÉGRAMME DE ROOSEVELT A PAUL REYNAUD

La vraie manière de penser de cet homme ne se dévoile que dans un télégramme du 15 juin au président du Conseil français Reynaud. Il lui communique que le gouvernement américain doublera l'assistance à la France, à condition qu'elle continue la guerre contre l'Allemagne. Pour souligner encore davantage ce désir de voir se prolonger la guerre, il déclare que le gouvernement américain ne reconnaîtra pas les résultats de la conquête c'est-à-dire le retour des territoires dérobés autrefois à l'Allemagne. Je n'ai pas besoin de vous assurer qu'il est indifférent et sera également indifférent à l'avenir à tout Allemand que le président des États-Unis reconnaisse une frontière en Europe ou non. Je ne mentionne le cas que pour caractériser l'excitation méthodique de cet homme, qui feint la paix et ne fait que provoquer à la guerre. Car il a peur, maintenant, que dans le cas de la conclusion d'une paix européenne, la dissipation des milliards dépensés dans son industrie d'armement ne soit reconnue à bref délai comme une franche duperie, car personne n'attaque l'Amérique lorsqu'elle ne provoque pas elle-même cette attaque. Le 17 juin 1940, le président des États-Unis décide de bloquer les avoirs français afin de les soustraire, dit-il, aux Allemands, mais en réalité pour emmener l'or de Casablanca en Amérique à bord d'un croiseur américain.

PROVOCATIONS ET VIOL DU DROIT INTERNATIONAL

A partir de juillet 1940, les mesures prises par Roosevelt prennent un caractère de plus en plus grave, pour finalement, s'engager dans la voie de la guerre, soit par l'admission de volontaires américains dans l'aviation anglaise, soit par la formation de personnel volant anglais aux États-Unis. Dès le mois d'août 1940, les États-Unis et le Canada établissent en commun un plan militaire. Mais pour justifier, au moins aux yeux des imbéciles les plus notoires, la constitution d'un comité de défense Amérique-Canada, il invente de temps à autre des crises, il agit comme si l'Amérique était menacée d'une agression, ce qu'il essaye de faire croire à son entourage — bien digne de pitié, en vérité — en interrompant soudainement ses voyages et en revenant précipitamment à Washington, afin de souligner de la sorte la gravité de la situation. Il se rapproche encore davantage de la guerre en septembre 1940. Il cède à l'Angleterre 50 destroyers de la flotte américaine ; en revanche d'ailleurs, il reçoit des bases militaires dans les possessions britanniques de l'Amérique du Nord et de l'Amérique Centrale. Les générations postérieures auront à se demander dans quelle mesure cette haine contre l'Allemagne sociale n'a pas été accompagnée de l'intention de s'emparer autant que possible sans coup férir de l'empire britannique à l'heure de la débâcle.

L'Angleterre n'étant plus en mesure de payer comptant les livraisons américaines, il impose au peuple américain la loi d'aide à la Grande-Bretagne. En sa qualité de président, il reçoit les pleins pouvoirs lui permettant d'aider dans le cadre de cette loi les pays dont la défense lui paraît à lui, Roosevelt, d'une importance vitale pour l'Amérique. Au mois de mars 1941, il avance encore d'un pas, l'Allemagne n'étant nullement disposée à réagir à ses insultes répétées.

Dès le 19 décembre 1939, des croiseurs américains avaient, à l'intérieur de la zone de sécurité, jeté le vapeur *Columbus* dans les griffes de bateaux de guerre britanniques. Ce bateau a dû se saborder. Le même jour, des navires américains ont concouru à la tentative d'interception du navire allemand *Arauca*. Le 27 janvier 1940, le croiseur américain *Trenton* a, contrairement au droit international, renseigné les forces navales ennemies sur les mouvements des navires marchands allemands *Arauca*, *Laplata* et *Wangoni*. Le 27 juin 1940, à l'encontre du droit international, il restreignait pour les navires marchands étrangers la possibilité de faire escale dans des ports des États-Unis. En novembre 1940, il fit poursuivre par des bateaux de guerre américains les vapeurs allemands *Pirygia*, *Idarwald* et *Rhein*, jusqu'à ce que ces bateaux

se sabordent pour éviter de tomber aux mains de l'ennemi. Le 13 avril 1941, la mer Rouge était ouverte aux bateaux des États-Unis pour le ravitaillement des armées britanniques dans le proche Orient. Au mois de mars, les autorités américaines avaient entre temps ordonné la saisie de tous les bateaux allemands. Les ressortissants allemands furent traités de la manière la plus indigne, on leur indiqua des résidences forcées contrairement au droit international, on restreignit leur droit de voyager, etc.

Deux officiers de la marine allemande qui s'étaient échappés du Canada, où ils étaient prisonniers, furent mis aux fers et livrés aux autorités canadiennes. Le 27 mars, ce même président, qui est opposé à toute agression, envoie ses vœux à la clique putchiste des Simovitch et Cie, parvenue au pouvoir par une agression, après la chute du gouvernement légitime de Belgrade. Des mois auparavant déjà, il avait envoyé en son nom dans les Balkans le colonel Donovan, *minus habens* notoire, pour essayer de déclencher une révolte contre l'Allemagne et l'Italie à Sofia et à Belgrade.

Toujours dans le cadre de la même loi, il promet son aide à la Yougoslavie et à la Grèce au mois d'avril. A la fin du même mois, il reconnaît les gouvernements yougoslaves et grecs émigrés et bloque, contrairement au droit des gens, les avoirs yougoslaves et grecs. A partir du milieu d'avril, le contrôle de l'Atlantique occidental par les patrouilles américaines est renforcé et les communications aux Anglais se font plus nombreuses.

Le 26 avril, Roosevelt livre 20 vedettes rapides à l'Angleterre et les réparations de navires de guerre anglais dans les ports américains deviennent chose courante. Le 12 mai, contrairement au droit international, les bateaux norvégiens sont réparés et armés et naviguent pour le compte de l'Angleterre. Le 4 juin, des contingents américains arrivent au Groenland pour y construire des aérodromes. Et le 9 juin est communiquée la première nouvelle anglaise selon laquelle, sur l'ordre du président Roosevelt, un bateau de guerre des États-Unis a combattu un sous-marin allemand avec des bombes sous-marines. Le 14 juin, contrairement au droit international, les avoirs allemands aux États-Unis sont bloqués. Le 17 juin, sous des prétextes mensongers, le président Roosevelt réclame le rappel des consuls allemands et la fermeture de l'agence de presse allemande *Trans-océan*, de la bibliothèque d'information allemande et du bureau des chemins de fer allemands. Les 6 et 7 juillet, sur l'ordre de Roosevelt, des forces américaines occupent l'Islande, dans la zone d'opérations allemandes. Ainsi, il veut arriver : 1° A forcer l'Allemagne à déclarer enfin la guerre ; 2° Et, de plus, à neutraliser la guerre sous-marine allemande, comme en 1915-1916. En même temps, il envoie à l'Union soviétique des promesses d'aide.

L'ORDRE A LA FLOTTE AMÉRICAINE DE TIRER

Le 10 juillet, M. Knox, ministre de la Marine, communique soudain que la flotte américaine a reçu l'ordre de tirer sur les bateaux de guerre de l'Axe.

Le 4 septembre, le *Greer*, destroyer des États-Unis, se conformant aux ordres reçus, opéra de concert avec des avions anglais dans l'Atlantique contre des sous-marins allemands.

Cinq jours plus tard un sous-marin allemand constate la présence comme escorteurs dans un convoi anglais de destroyers américains. Le 11 septembre enfin, Roosevelt prononce ce discours où il confirme lui-même en le renouvelant l'ordre de tirer sur tous les navires de l'Axe. Le 29 septembre des bateaux patrouilleurs des États-Unis attaquent à coups de grenades sous-marines un sous-marin allemand à l'est du Groenland. Le 17 octobre, le *Kearney*, destroyer américain, participant à la protection d'un convoi anglais, s'en prend également à un sous-marin allemand à l'aide de grenades sous-marines et, le 6 novembre, des forces maritimes des États-Unis, s'emparant, contrairement au droit international du vapeur *Odenwald*, le remorquent jusqu'à un port américain et font son équipage prisonnier.

Je passerai sous silence comme sans importance les insultantes attaques et grossièretés de ce soi-disant président à mon égard. Qu'il me traite de « gangster » m'indiffère d'autant plus que ce concept, sans doute, par suite de l'absence de sujets appropriés, provient non pas d'Europe, mais de la libre Amérique.

En outre, M. Roosevelt ne saurait m'offenser, car ainsi que feu Woodrow Wilson, je le considère comme également atteint d'aliénation mentale.

LE JAPON

Nous savons que cet homme, secondé par sa clique juive, s'attaque depuis des années au Japon avec des moyens du même genre. Point n'est besoin d'en parler ici. On a en ce domaine, également recours aux mêmes méthodes. Notre homme commence par pousser à la guerre, il en adulate ensuite les raisons, procède à des affirmations arbitraires, s'embrune ensuite de répugnante façon dans un nuage d'hypocrisie chrétienne et mène ainsi lentement, mais sûrement, l'humanité à la guerre, non sans avoir pris Dieu à témoin de la loyauté de sa conduite, cela en vieux franc-naçon qu'il est.

Je crois que vous aurez tous éprouvé un soulagement à voir enfin un État prendre l'initiative d'une protestation contre ce mépris de la vérité et du droit, unique dans l'histoire, pro-

testation dont notre homme ne saurait se plaindre puisqu'il l'a désirée et dont il ne doit pas, par conséquent, s'étonner, ni surtout se plaindre maintenant. Qu'après des années de négociations avec ce faussaire, le gouvernement japonais en ait finalement eu assez de continuer à se laisser moquer d'aussi indigne manière, voilà qui nous remplit tous, le peuple allemand et, je crois, le surplus des gens convenables dans tout l'univers, d'une profonde satisfaction.

TOUJOURS LES JUIFS

Nous savons quelle est la force qui anime Roosevelt. C'est celle du juif de tous les siècles, qui croit son heure venue pour se livrer sur nous également à ses exécutions que, frémissants d'horreur, nous avons dû voir et vivre dans la Russie des Soviets. Nous avons fait connaissance avec le paradis juif sur terre. Des millions de soldats allemands ont pu personnellement se rendre compte de ce qu'il en est dans un pays où la juiverie internationale a détruit et anéanti hommes et choses. Il se peut que le président des États-Unis ne comprenne pas tout cela, ce qui ne prouverait que son étroitesse d'esprit. Mais nous, nous savons que c'est là le but de tout son acharnement. Même si nous n'étions pas les alliés du Japon, nous comprendrions fort bien que les Juifs et leur Franklin Roosevelt se proposent d'anéantir les États, les uns après les autres.

LA RUPTURE AVEC L'AMÉRIQUE

Mais le Reich d'aujourd'hui n'a plus rien de commun avec l'Allemagne de jadis. Aussi, également en ce qui nous concerne, allons-nous faire ce que ce provocateur cherchait à obtenir depuis des années. Cela non seulement parce que nous sommes les alliés du Japon, mais encore parce que l'Allemagne et l'Italie sous leurs dirigeants actuels ont l'esprit et la force de comprendre qu'en ces heures historiques l'existence des nations est en jeu, peut-être pour toujours. Nous voyons clairement ce que cet autre monde se propose à notre égard. Ces gens ont affamé l'Allemagne démocratique de jadis, ils extermineraient l'Allemagne nationale-socialiste de maintenant. Lorsque M. Roosevelt ou M. Churchill déclarent qu'ils veulent édifier plus tard un nouvel ordre social, c'est à peu près comme si un coiffeur affligé de calvitie vous proposait un produit capillaire infailible. Au lieu de pousser à la guerre, ces messieurs, vivant dans les États les plus arriérés socialement, auraient dû se soucier de leur chômage. Ils ont chez eux suffisamment de misère et de détresse pour trouver à s'y employer à des répartitions de vivres. Quel

au peuple allemand, il n'a besoin des aumônes ni de M. Churchill, ni de M. Roosevelt ou de M. Eden, il ne réclame que son droit, et ce droit à l'existence, il se l'assurera, même si des milliers de Churchill ou de Roosevelt devaient se conjurer là-contre. Ce peuple de chez nous a maintenant une histoire presque bi-millénaire. Dans cette longue période il n'a jamais été aussi uni en bloc qu'aujourd'hui et grâce au mouvement national-socialiste il le demeurera à jamais. Peut-être, également n'a-t-il jamais été aussi clairvoyant et a-t-il été rarement aussi conscient de son honneur. Aussi, ai-je fait remettre aujourd'hui ses passeports au chargé d'affaires des États-Unis et notifier ce qui suit :

En poursuivant la politique du président Roosevelt qui s'amplifie de plus en plus à une dictature sans limites s'étendant à tout l'univers, les États-Unis d'Amérique d'accord avec l'Angleterre n'ont reculé devant aucun moyen pour disputer aux peuples allemand, italien et japonais les conditions préliminaires de la sauvegarde naturelle de leur existence. Les gouvernements de l'Angleterre et des États-Unis d'Amérique se sont pour ce motif, et cela non seulement pour le présent, mais à jamais, élevés contre toute révision légitime en vue d'amener une réorganisation de l'univers en mieux.

Depuis le début de la guerre, le président Roosevelt s'est rendu coupable d'une série croissante de crimes les plus graves contre le droit international. Il s'est attaqué, contrairement aux lois, à des bateaux et à la propriété de citoyens allemands et italiens, il a menacé de les priver arbitrairement de la liberté personnelle et il a réalisé cette menace en les internant. Les attaques du président des États-Unis s'aggravèrent jusqu'à donner l'ordre à la marine américaine, en dépit de toutes les règles du droit international, d'attaquer partout et immédiatement les navires battant pavillon allemand ou italien, de tirer sur eux et de les couler. Des ministres américains se sont vantés d'avoir détruit de cette manière criminelle des sous-marins allemands. Des bateaux de commerce allemands et italiens ont été attaqués par des croiseurs américains, arraisonnés et leur pacifique équipage jeté en prison. Sans que le gouvernement américain ait tenté d'y opposer le moindre démenti officiel, on a publié en Amérique le projet du président Roosevelt, suivant lequel il avait l'intention d'attaquer lui-même l'Allemagne et l'Italie en Europe en 1943 par tous les moyens militaires dont il disposait.

Le désir sincère et d'une longanimité sans exemple, qu'éprouvaient l'Allemagne et l'Italie d'empêcher une extension de la guerre, malgré les provocations insupportables et qui duraient depuis des années du président Roosevelt et de maintenir les relations des États-Unis devait donc échouer.

LE PACTE TRIPARTITE RENFORCÉ

L'Allemagne et l'Italie se sont vues enfin contraintes, conformément aux dispositions du pacte tripartite du 27 septembre 1940, de combattre côte à côte avec le Japon dans une lutte défensive pour maintenir la liberté et l'indépendance de leurs peuples, et de combattre ensemble les États-Unis d'Amérique et l'Angleterre.

Les trois puissances ont donc conclu l'accord suivant qui a été signé ce jour à Berlin :

Fermement résolus à ne pas déposer les armes jusqu'à ce que la guerre faite en commun contre les États-Unis et l'Angleterre soit menée à bonne fin, le gouvernement allemand, le gouvernement italien et le gouvernement japonais se sont entendus pour prendre les décisions suivantes :

ARTICLE 1. — L'Allemagne, l'Italie et le Japon mèneront en commun jusqu'à son issue victorieuse, et avec tous les moyens de force dont ils disposent, la lutte qui leur a été imposée par les États-Unis d'Amérique et par l'Angleterre.

ARTICLE 2. — L'Allemagne, l'Italie et le Japon s'engagent à ne conclure aucun armistice et aucune paix, soit avec les États-Unis d'Amérique, soit avec l'Angleterre, sans être pleinement d'accord.

ARTICLE 3. — L'Allemagne, l'Italie et le Japon continueront également après l'issue victorieuse de la guerre à collaborer de la façon la plus étroite en vue d'amener un nouvel ordre équitable de choses, dans le sens du pacte tripartite conclu entre eux le 27 septembre 1940.

ARTICLE 4. — Le présent accord entre immédiatement en vigueur au moment de sa signature et le restera aussi longtemps que le pacte tripartite du 27 septembre 1940. Les hautes parties contractantes s'entendront en temps utile avant l'expiration de cette période sur la forme ultérieure de la collaboration prévue à l'article 3 du présent accord.

RIEN NE NOUS ABATTRA

Députés, hommes du Reichstag allemand !

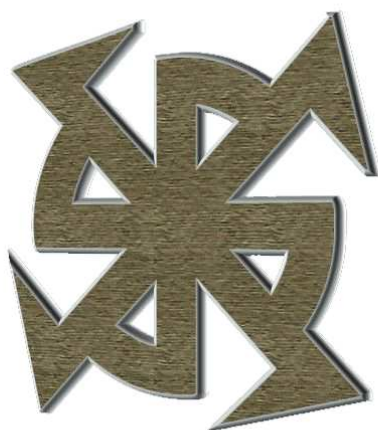
Depuis qu'a été rejetée ma dernière proposition de paix en juillet 1940, nous savons clairement que cette lutte doit être menée jusqu'à ses dernières conséquences. Que le monde anglo-saxon, Juifs et capitalistes, forment un seul front avec le bolchevisme, cela n'a rien qui puisse surprendre des nationaux-socialistes.

N'avons-nous pas toujours retrouvé à l'intérieur la même coalition ? Mais cette lutte nous l'avons menée à bonne fin à l'intérieur et, après seize années de combat, nous avons fini par anéantir nos adversaires. Lorsque je me suis décidé, il y a vingt-trois ans, à entrer dans la vie politique pour tirer la nation de sa décadence, je n'étais qu'un soldat inconnu. Beaucoup d'entre nous savent combien les premières années de cette lutte ont été dures. Le chemin parcouru par le petit mouvement, qui ne se composait au début que de sept hommes, jusqu'à la prise du pouvoir par un gouvernement responsable, le 30 janvier 1933, a été assez surprenant et seule la Providence nous a permis d'arriver au but. Aujourd'hui, je suis à la tête de la plus forte armée du monde, de l'armée de l'air la plus puissante et d'une fière marine. Autour de moi et derrière moi, communauté indissoluble, se trouve le parti qui m'a porté au pouvoir et dont j'ai fait la grandeur. Les adversaires que je vois devant moi ce sont des ennemis que nous connaissons depuis plus de 20 ans. Seulement le chemin que j'ai à parcourir n'est plus le même que celui que je revois dans le passé. Le peuple allemand sait qu'il se trouve à une heure décisive de son existence. Des millions de soldats remplissent docilement et loyalement leur devoir dans les circonstances les plus difficiles. Des millions de paysans et d'ouvriers, de femmes et de jeunes filles allemands, dans les fabriques, les bureaux et les champs, procurent à la sueur de leur front du pain au pays et des armes aux soldats. Des peuples forts, tourmentés par la même misère, et qui ont les mêmes ennemis, sont nos alliés.

Le président américain et sa clique ploutocratique nous ont baptisés peuples de gueux. C'est exact. Mais les gueux veulent vivre et ils obtiendront en tout cas que le peu qu'ils ont pour vivre ne leur soit pas enlevé par les possédants. Camarades du parti, vous connaissez ma résolution impitoyable de mener la lutte jusqu'au bout lorsque je l'ai commencée. Vous connaissez ma volonté de ne reculer devant rien dans la lutte, de briser toutes les résistances qui doivent être brisées. Dans mon premier discours, le 1^{er} septembre 1939, je vous ai assuré que dans cette guerre ni la force des armes, ni le temps n'abattraient l'Allemagne. Je tiens à assurer également à mes adversaires que non seulement ni la force des armes ni le temps ne nous abattront, mais aucun doute à l'intérieur ne peut nous faire hésiter dans l'accomplissement de notre devoir. Quand nous songeons aux sacrifices de nos soldats, à l'effort qu'ils accomplissent, tous les sacrifices du pays semblent bien faibles et absolument sans importance. Mais si nous songeons à tous ceux qui, dans les générations précédentes, sont tombés pour l'existence et pour la grandeur du peuple allemand, nous avons alors conscience de la grandeur du devoir qui nous incombe. Celui qui a l'intention de se soustraire à ce devoir n'a aucun droit à être considéré comme un de nos concitoyens. De même

que nous avons été durs et impitoyables dans la lutte pour arriver au pouvoir, nous serons également durs et impitoyables dans la lutte pour le maintien de l'existence de notre peuple. A un moment où des milliers des meilleurs citoyens de notre peuple, où des pères et des fils tombent dans la lutte, celui qui, à l'intérieur, veut annihiler les sacrifices du front, ne pourra compter sur la vie. Peu important les formes sous lesquelles se camouflerait la tentative de troubler ce front allemand, de saper la volonté de résistance de notre peuple, d'affaiblir l'autorité du régime, de saboter les résultats obtenus par le pays. Le coupable tombera. La seule différence est que le soldat tombe avec honneur au front, tandis que l'autre qui a déshonoré ce sacrifice périra dans la honte.

Que nos adversaires ne s'y méprennent pas, dans les 2.000 années de l'histoire allemande que nous connaissons, notre peuple n'a jamais été plus résolu ni plus uni que maintenant. Le maître du monde nous a permis de réaliser de si grandes choses ces dernières années que nous devons nous incliner avec reconnaissance devant la Providence qui nous permet d'être les membres d'un si grand peuple. Nous la remercions de pouvoir nous inscrire avec honneur parmi les anciennes et futures générations du peuple allemand, dans le livre immortel de l'histoire allemande.



Pour tout contact :

secretariat@aime-et-sers.com